

La lutte contre POSCO – situation d'accaparement en Inde

Nous avons relayé début février un cas d'accaparement des terres dans la circonscription de Dinkia, État d'Odisha, Inde. Depuis 2005 a été signé entre la compagnie sud-coréenne POSCO et le gouvernement de l'État d'Odisha un accord pour l'implantation d'un méga projet industriel, avec installation métallurgique, exploitation minière et port commercial, considéré comme le plus important investissement étranger en Inde. 4000 acres de terres doivent être réquisitionnées, nécessitant l'expulsion des habitants locaux. Voir [la chronologie](#) des rebondissements de l'affaire depuis 2005.

Le coup d'éclat du 3 février.



*Déploiement des forces de police
©NDTV*

Le dimanche 3 février à l'aube, 12 patrouilles de police débarquent à l'aube dans le village de Gobindpur, pour procéder à l'arrachage des champs et la réquisition des terres. Les villageois qui manifestent, en grande partie des femmes, sont sévèrement battus par les forces de l'ordre.

Suite à cette démonstration de force, les habitants des villages locaux, tous sous la menace de l'accaparement, diffusent l'information et tentent d'alerter l'opinion. Organisés depuis longtemps dans un collectif Posco Pratirodh Sangram Samiti (PPSS).

Dans le courant de la semaine, les forces de police se tiennent en retrait mais ne partent pas. Le chef du collectif local engage une [grève de la faim](#), qui durera 6 jours, jusqu'au retrait des forces de l'ordre. Le gouvernement cependant ne change pas sa politique. Après avoir affirmé dans les médias que l'opération se déroulait dans le calme, il a clairement fait savoir que la réquisition reprendrait.

Réactions nationales et internationales.

En Inde, on peut retenir notamment les faits suivants :

- La NHRC (Commission Nationale des Droits de l'Homme) a été saisie pour statuer sur les violences policières, et a acceptée de recevoir la plainte.
- Un [collectif de 18 organisations](#) indiennes ont appelé à manifester le 11 février à New-Delhi pour interpeller le gouvernement.
- Des délégations associatives et politiques se sont rendues sur les lieux pour faire part de leur soutien aux villageois. Le parti du Congrès, au sein de la coalition au pouvoir, a condamné la violence policière et a proposé un mémorandum contre l'acquisition foncière. La loi coloniale permettant les accaparements doit être discutée en mars par le Parlement, ce qui explique la pression de POSCO sur le gouvernement d'Odisha. Le parti du BJP soutient également les villageois, ainsi que de nombreuses organisations politiques.
- La [communauté Adivasis](#) a également fait part de son soutien en écrivant au gouvernement une lettre de condamnation.

A l'international :

- Une pétition a rapidement été mise en place en soutien aux villageois.

- SOLIDARITÉ a fait partie des associations envoyant des lettres au gouvernement d'Odisha, à la demande du PPSS, et a fait tourner un [modèle type](#) repris par d'autres associations.
- 25 représentants de l'ONG néerlandaise Friends of Earth International [interpellaient](#) le premier ministre indien le 10 février.
- Un [communiqué de presse](#) regroupant des dizaines d'associations et organisations à travers le monde a été envoyé au gouvernement, augmentant la pression et la portée médiatique de l'affaire.



POSCO ©Reuters